

## Introduction

Des classes sociales 2.0 ?

*Introduction. Social Classes 2.0?*

**Samuel Coavoux**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/reset/127>

DOI : 10.4000/reset.127

ISSN : 2264-6221

### Éditeur

Association Recherches en sciences sociales sur Internet

### Référence électronique

Samuel Coavoux, « Introduction », *RESET* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/reset/127> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/reset.127>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Association Recherches en sciences sociales sur Internet

---

# Introduction

Des classes sociales 2.0 ?

*Introduction. Social Classes 2.0?*

**Samuel Coavoux**

---

- 1 Ce premier numéro de la revue *RESET* a pour ambition de revenir sur la question de la stratification sociale, et notamment sur l'actualité du concept de classe sociale<sup>1</sup>. Présente dès les origines des sciences sociales, cette perspective, qui associe inséparablement l'étude des structures objectives des sociétés à celle des représentations du corps social, est toujours vivace dans nos disciplines : elle est ainsi encore à l'origine de nombreux travaux, dont certains s'intéressent à Internet comme terrain et/ou comme objet, comme en témoignent les articles rassemblés ici.
- 2 L'irruption de ce nouvel outil et la massification de son usage ont pourtant produit à la fois de nouvelles formes de communication, de nouveaux espaces sociaux, et des évolutions conséquentes dans les « modes de production ». Ces transformations ont été par moment si visibles et si marquantes dans l'existence quotidienne des individus que l'on a plusieurs fois parlé de « révolution » à leur sujet, évoquant une mutation, qui ne pourrait être que radicale, de l'ensemble de la société. Parallèlement, les usages numériques ont popularisé la notion de réseau, dont l'acception courante tend à remiser les approches en termes de groupes sociaux plus ou moins structurés et hiérarchisés. En ce sens, les pratiques sur Internet achèveraient de montrer que les classes sociales ne sont plus des prismes pertinents pour étudier des sociétés dont les structures seraient à la fois plus homogènes, plus éclatées, et moins conflictuelles.
- 3 Toutefois, passé l'effet d'optique et comme invitent à le faire les présentes contributions, les pratiques d'Internet ne permettent-elles pas plutôt d'appréhender différemment les lignes de fracture parcourant le monde social, quand elles ne participent pas directement de leurs persistances et de leurs transformations ? Le constat empirique récurrent du maintien, et parfois même de la croissance, des inégalités sociales comme l'évolution des modèles théoriques nécessaires pour les penser nous semblent à même de convaincre de l'intérêt d'une telle approche. Il convient, pour cela, de monter en généralité, et de montrer comment ce débat

s'imbrique dans des discussions plus larges, et plus anciennes au sein des sciences sociales ; la montée en puissance, par exemple, de la thématique des réseaux sociaux n'a rien d'incompatible avec une vision en termes de classes sociales (Mercklé, 2012). Les recherches actuelles sur les inégalités en matière de pratiques numériques s'inscrivent de cette façon au sein de plusieurs débats transverses aux sciences sociales. C'est, par exemple, réfléchir à la pertinence du modèle de la légitimité en matière de pratiques culturelles, problématique particulièrement saillante dans ce numéro ; de même, au regard de certaines recherches récentes ou, en filigrane, des articles de ce dossier, c'est l'intérêt actuel pour une approche des questions sociales, économiques, etc., à partir de classes sociales – loin d'être des catégories figées – qui n'en finit pas de se confirmer. Il s'agira également de montrer empiriquement comment Internet, en tant qu'objet d'étude, peut renouveler les travaux sur la stratification sociale, et comment, à l'inverse, l'approche par la classe éclaire les pratiques numériques. Nous présenterons donc ci-dessous les débats sur les fractures numériques et leurs limites, afin de souligner leur inscription dans la sociologie des pratiques culturelles. Nous serons alors plus à même de montrer l'imbrication de ces débats dans les discussions sociologiques sur la pertinence du concept de classes sociales, puis de soulever quelques enjeux méthodologiques.

## Les fractures numériques

- 4 Le lien entre progrès technique et résorption des inégalités sociales est loin d'être évident. Aux espoirs qu'a suscités le développement d'une technique d'information et de communication, Internet, apparemment ubiquitaire et horizontale, permettant à tous de tout faire, sans délais, répond la réalité de la diffusion et des usages de l'objet. Les études critiques n'ont pourtant pas manqué, dès les premiers pas d'Internet, de pointer les inégalités que créait l'outil nouveau. C'est ainsi que naît dans les années 1990 la thématique de la « fracture numérique », qui regroupe des approches variées des « inégalités numériques » (Granjon, 2004). Historiquement, ces travaux se sont d'abord concentrés sur les écarts d'accès. Internet, certes, développe considérablement les capacités de communication et d'action de ses usagers, mais encore faut-il savoir qui sont ces usagers ou, plus généralement, qui est susceptible de l'utiliser.
- 5 Les inégalités d'accès à l'outil sont, en premier lieu, d'ordre matériel. La nécessité d'infrastructures considérables, en particulier, est responsable d'inégalités conséquentes dès les premiers moments de la vie publique du réseau. Toutes les régions ne sont pas connectées, et ne le sont pas de la même manière. On peut renouveler ce constat à de nombreuses échelles : la géopolitique d'Internet montre ainsi que toutes les régions du monde ne bénéficient pas des mêmes qualités d'accès. La présence d'ordinateurs, ou plus généralement de terminaux capables de se connecter à Internet, est ainsi très inégalement répartie au niveau mondial (ITU, 2012), et les déséquilibres sont parfois flagrants au sein d'un même territoire : en Chine, par exemple, l'accès à Internet est limité aux zones urbaines (Malecki & Wei, 2009). Dès lors, on comprend que la résolution de la « fracture numérique Nord-Sud » soit devenue le leitmotiv de nombreuses organisations internationales (Benchenna, 2006). Par ailleurs, les terminaux n'offrent pas tous la même qualité de service, et ne permettent donc pas les mêmes usages du réseau.

- 6 Beaucoup plus localement, au sein des économies industrialisées, les inégalités d'accès, si elles ne sont sans doute pas aussi criantes, restent importantes. Campagnes et zones urbaines ne sont pas connectées de la même manière, et la possession d'équipements adéquats a pu varier considérablement en fonction des catégories sociales. Si ces inégalités d'accès se réduisent à mesure du développement des infrastructures et de la baisse des coûts d'équipements (Maresca, Picard & Pilorin, 2011), elles n'en restent pas moins réelles. La présence d'une connexion Internet au foyer, ainsi, varie toujours selon le milieu social, de même que la capacité d'accéder au réseau depuis un téléphone portable, par exemple (Donnat, 2009 ; Gombault, 2011). Par ailleurs, les différences de qualités de connexion, qui sont moins fréquemment analysées que la simple présence d'un accès, sont porteuses d'un risque de renouveau des inégalités. Par exemple, les villes, rattrapées par les campagnes en termes de connexion, s'en éloignent à nouveau en développant des réseaux de fibre optique, plus efficaces. Margot Beauchamps rappelle, dans ce numéro, qu'Internet donne accès à des ressources sociales et est en ce sens inscrit dans l'espace.
- 7 La sociologie des inégalités en matière de pratiques numériques a cependant dépassé le simple niveau de l'accès. En effet, comme le montrent toutes les études de la « démocratisation culturelle », la capacité de consommer un bien symbolique à un prix (économique) moindre ne détermine pas son appropriation effective. La politique de l'offre culturelle a fait les frais de cette réalité, échouant à réduire le fossé qui sépare les catégories sociales en termes de consommation de culture légitime malgré un fort volontarisme dans le développement de l'offre. En d'autres termes, l'idée même de « fracture » numérique colporte souvent une vision normative et déterministe de la technologie – l'important étant de la mettre en évidence, à grands renforts d'indicateurs, avant d'appeler à sa nécessaire résorption. Cependant, signaler qu'elle est moins une cause qu'une conséquence d'autres inégalités ou discuter des conditions de possibilité effectives d'un rattrapage sont des enjeux théoriques bien souvent absents des premiers travaux sur le sujet (Rallet, 2004).
- 8 Par ailleurs, si l'on a pu parler d'une fracture numérique pour désigner les inégalités liées à Internet, et plus généralement aux techniques de l'information, la littérature en est rapidement venue à en distinguer au moins deux formes, celle de l'accès et celle des usages, résumées par exemple chez Jenkins sous les expressions d'« *access gap* » et de « *participation gap* » (2006). La possibilité matérielle d'accéder au réseau ne détermine pas l'accès effectif, ni les modalités de l'usage (Granjon, 2012). À bien des égards, ces modalités dépendent de ressources très inégalement réparties dans la population. On a ainsi pu mettre en évidence les différences de compétences de recherche d'information entre les catégories sociales (Hargittai, 2002). Dans ce numéro, Laura Robinson montre quant à elle comment inégalités d'accès et d'usages se combinent. Les lycéens les moins favorisés, parmi ceux qu'elle étudie, sont certes moins équipés que leurs camarades des classes supérieures, mais surtout ne disposent pas de leurs autres ressources familiales, qu'elles soient matérielles (dictionnaires, bibliothèque personnelle...) ou culturelles (parents ou fratrie compétents). Plus généralement, l'usage d'Internet, comme celui de nombreuses autres techniques, s'apprend en réalité dans des contextes particuliers ; par exemple, le temps passé devant les ordinateurs a des effets différenciés sur les capacités scolaires des enfants de classes populaires que de classes supérieures (Attewell, 2001). De même, on a mis en évidence l'importance des milieux professionnels dans le développement des compétences informatiques. L'informatique

au travail est alors le moteur, dans les professions qualifiées, du développement d'usages personnels de l'outil (Gollac & Kramarz, 2000), ce que confirment les cas de résistances à l'usage, au sein de certaines cultures professionnelles comme, par exemple, les travailleurs sociaux, réticents à introduire la messagerie électronique dans leurs pratiques professionnelles (Kellner, Massou & Morelli, 2010).

- 9 Par conséquent, ce sont plusieurs fractures numériques qui se superposent et se nourrissent mutuellement, renvoyant au caractère cumulatif, voire systémique des inégalités économiques et sociales (Birh & Pfefferkorn, 2008 ; Granjon, Lelong & Metzger, 2009). La difficulté est alors, non seulement d'identifier et de distinguer les phénomènes, mais aussi de ne pas partir en quête de la dernière fracture numérique en date, à l'image d'un discours médiatique toujours prompt à reprendre l'expression pour traiter l'actualité liée aux nouvelles technologies. Or, la répartition sociale des usages peut tout simplement disparaître de la réflexion quand la fracture numérique sert par exemple à désigner la rupture entre les « citoyens » en général et leurs représentants politiques en matière de transparence de l'information<sup>2</sup>. Plus encore, parler de « nouvelle » fracture numérique permet parfois d'avancer des arguments non dénués de préjugés : dire que les enfants des milieux les moins favorisés « perdent davantage leur temps » sur Internet que ceux issus de milieux plus aisés renvoie implicitement à une définition du temps « utile » déjà marquée socialement<sup>3</sup>.

## Internet, une pratique culturelle

- 10 La question des fractures numériques ne doit pas, dès lors, être pensée comme une spécificité des techniques de communication nouvellement diffusées. Bien au contraire, elle reflète des phénomènes plus généraux, parmi lesquels l'hétérogénéité des modes d'appropriations des produits culturels. Si c'est surtout le statut technique de l'outil Internet qui a retenu l'attention de ses commentateurs – la sociologie des médias et celle des usages sont plus fréquemment convoquées, en cette matière, que la sociologie de la culture – il n'en reste pas moins qu'il ne s'agit pas uniquement d'un outil productif, mais aussi d'un bien culturel susceptible d'une consommation. C'est cette dimension qu'éclairent en particulier deux articles du numéro, celui de Pierre Mercklé et Sylvie Octobre d'une part, et celui de Fabienne Gire et Fabien Granjon d'autre part, qui prennent pour objet les usages non-professionnels d'Internet chez les adolescents et jeunes adultes et révèlent la manière dont l'outil s'inscrit parmi leurs loisirs.
- 11 Or, la vision d'Internet comme « réducteur de fracture(s) » a son pendant au sein de la sociologie de la culture. Des analyses marxistes et marxistes, qui font de la culture le reflet des rapports sociaux de domination, à l'étude des publics, qui insiste sur les rapports qu'entretiennent les agents sociaux à la culture (Bourdieu, 1979), nombreux sont les auteurs à avoir insisté sur les inégalités sociales d'accès à la culture. Les productions culturelles sont le fait d'individus issus de certaines franges de la société, et les modalités de leur appropriation varient considérablement entre les différentes catégories sociales. À ces travaux s'opposent ceux qui observent une massification de la culture, et voient dans le développement des industries culturelles une dynamique d'homogénéisation des pratiques et de la société. Récurrents depuis les années 1960, ils s'appuient tantôt sur des analyses du système de production et de diffusion, et notamment des médias de masse, tantôt sur la critique du modèle de consommation culturelle établi par *La distinction*.

- 12 Dans cet ouvrage, Pierre Bourdieu (1979) rapportait les produits culturels valorisés par les individus de différentes catégories sociales aux conditions d'existence, et donc de socialisation, au sein de ces catégories. L'*habitus*, système de dispositions incorporées lors de la socialisation, assure l'homologie entre la position sociale des individus et celle des objets consommés. Ce modèle, pour ses critiques contemporains, ne tiendrait plus aujourd'hui : la culture populaire aurait triomphé des légitimités culturelles « classiques », et la reconfiguration des catégories de classement constituerait la preuve d'une disparition des hiérarchies culturelles (Glevarec & Pinet, 2009). La thèse de l'effritement des structures sociales se retrouve également dans la *sociologie des usages* qui se développe en France dans les années 1980, notamment autour de la télématique. Inspirés des thèses de Michel de Certeau, ces travaux se basent sur le modèle d'un usager actif qui investit et détourne les outils technologiques à sa façon. Critiques d'une lecture en termes de domination et avec l'accent mis sur l'émancipation, les premières études des techniques de l'information et de la communication (TIC) s'inscrivent en effet dans une « problématique de l'autonomie sociale » (Jouët, 2000 : 495) où les usagers, affranchis d'appartenances traditionnelles, sont surtout envisagés dans leur capacité d'invention (Jouët, 2011).
- 13 Internet peut alors apparaître comme un phénomène couronnant l'aboutissement logique de ces différentes tendances. Cette conception des pratiques culturelles entre en résonance avec certaines des idéologies et utopies présentes dès la fondation d'Internet (Flichy, 2001), selon lesquelles la nature a-corporelle et égalitaire du média permettrait effectivement l'accès au plus grand nombre à l'information et à la connaissance, en l'absence des *gate-keepers* traditionnels, garants d'échelles de légitimité désormais mises à bas. De même, les multiples lieux de discussion sur la toile n'assurent-ils pas le rôle d'espace public démocratique, à l'image de celui souhaité par Habermas (1988), gommant les disparités sociales d'accès à l'espace public et favorisant le dialogue sur l'opposition frontale et stérile ? Internet est enfin un formidable vecteur de promotion des contenus créés par les utilisateurs, ce qui bouscule là aussi les conceptions classiques du travail, en brouillant par exemple la distinction entre amateurs et professionnels (Flichy, 2010 ; Leadbeater & Miller, 2004).
- 14 Il est pourtant tout à fait possible de faire sens de la coexistence de consommations légitimes et illégitimes chez un individu, ou dans un groupe social, en analysant plus finement les contextes de pratiques, et les discours tenus (Lahire, 2004). Force est alors de constater le maintien, même en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, de la puissance statutaire de la légitimité culturelle (Lahire, 2005), tandis que la hiérarchie des modes de consommation est elle-même susceptible d'évoluer (Peterson & Kern, 1996). En somme, nombre de changements apparemment radicaux dans la classification des objets culturels ne concernent que les formes des modes de distinction, et non leur nature. L'homogénéité apparente résiste rarement à l'examen précis des pratiques, qui révèle les décalages aux principes de nouvelles inégalités. Les arguments en faveur de la fin de la légitimité culturelle n'ont par conséquent pas encore réussi à émousser la robustesse explicative de ce modèle, dans sa formulation par Bourdieu, comme dans ses formes plus récentes, sans compter qu'en ce qui concerne les pratiques culturelles « traditionnelles », les enquêtes successives répètent inlassablement le même constat de persistance des écarts entre classes sociales (Coulangeon, 2009 ; Donnat, 2009).
- 15 Malgré la diffusion massive de l'outil numérique, il semble donc difficile de conclure, sans plus d'investigations, à son rôle d'égalisateur des pratiques. Le fait se vérifie

d'autant plus qu'il s'agit, justement, d'un outil plutôt que d'un objet. Internet n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'accéder à d'autres biens et services. On y trouve donc reproduites des inégalités face à la culture similaires à celles que repère traditionnellement la sociologie des pratiques culturelles. L'accès « gratuit » à l'information n'est jamais fourni avec les codes et les compétences nécessaires pour la trouver, l'apprécier et l'utiliser, ce que montre avec acuité l'article de Laura Robinson, quoiqu'il faille là encore se méfier de l'écueil « misérabiliste » qui conduirait à considérer toute pratique numérique *différente* de celles des milieux favorisés comme inférieure ou inefficace (Grignon & Passeron, 1989). Il n'en reste pas moins que les enfants de classes supérieures utilisent le réseau à un âge plus précoce que ceux de classes populaires, et maîtrisent une plus grande palette d'outils (Mercklé & Octobre, ce numéro). Ceux-ci se diffusent certes – le très populaire service de réseau social numérique, *Facebook*, est désormais diffusé dans toutes les classes des sociétés industrialisées – mais l'innovation perpétuelle du secteur apporte sans cesse de nouvelles opportunités de distinction. Celles-ci sont matérielles – smartphones et tablettes tactiles ayant pris la place de l'ordinateur de bureau ou portable, désormais largement diffusé – et immatérielles – les services de réseau social numérique n'attirent pas tous la même population (Hargittai, 2008).

## Actualités de la classe sociale

- 16 Des techniques de communication aux pratiques culturelles, des pratiques culturelles aux *styles de vie*, la question des inégalités en matière de pratiques numériques permet de remonter à une interrogation centrale des sciences sociales, présente dès leurs origines, à savoir celle qui prend pour objet les classes sociales et leurs relations, et qui leur attribue un rôle explicatif majeur dans l'étude des phénomènes sociaux. En effet, comme l'écrit Fabien Granjon, à bien des égards, « les phénomènes de “fracture numérique” sont d'abord la conséquence d'inégalités sociales » (2009 : 20). Le concept de classe sociale, cependant, a connu une fortune fluctuante. Rappelons tout d'abord que la notion est loin d'être univoque au sein de la théorie sociologique. Chez Marx, le concept de classe est défini de manière strictement économique, par la relation des groupes sociaux aux moyens de production (Marx, 1848) ; il distingue cependant les classes « sur le papier » des classes en soi, réalisées et conscientes d'elles-mêmes. Pour l'auteur et ses continuateurs, il s'agit d'une notion fondamentale car la lutte des classes est précisément le moteur de l'histoire. La critique wébérienne de cette approche, dans une perspective plus apaisée, met en lumière des éléments extra-économiques propres aux classes : chez le sociologue allemand, ces dernières sont définies par une communauté de « chances de vie », c'est-à-dire des « dynamiques probables similaires » (Chauvel, 2001) ; dans cette optique, les classes ont également été construites à partir de l'étude des modes de vie (Halbwachs, 1970 ; Hoggart, 1970). Pierre Bourdieu, qui fait un usage modéré du concept, a intégré systématiquement dans leur délimitation un ensemble de critères économiques, culturels et symboliques, mêlant l'étude des modes de vie à celles des structures de domination (Bourdieu, 1974, 1979, 1984 ; Lenoir 2004).
- 17 Néanmoins, la vision, un temps dominante, d'une société divisée en différentes classes, est apparue et apparaît encore parfois comme obsolète. Les arguments empiriques à l'appui d'une telle thèse sont nombreux. Ils tiennent en particulier aux mutations des systèmes économiques, sociaux et culturels des pays industrialisés depuis au moins la

fin de la seconde guerre mondiale. Les Trente Glorieuses, en particulier, ont vu s'atténuer les inégalités économiques dans les économies développées. Comme le montrent Thomas Piketty et Emmanuel Saez, les chocs de la première moitié du <sup>xx</sup><sup>ème</sup> siècle (guerres mondiales, crise économique des années 1930) ont réduit de manière durable la part des revenus allant aux franges les plus riches de la population, et l'imposition du revenu et du patrimoine a permis de limiter la reconstitution des inégalités d'avant-guerre, du moins jusqu'à la fin des années 1960, aux États-Unis comme en France (Piketty, 2001 ; Piketty & Saez, 2003).

- 18 Durant cette même période, les transformations technologiques, économiques et politiques auraient entraîné l'avènement d'une « société post-industrielle » (Bell, 1973 ; Touraine, 1969) : sortie du fordisme, développement du secteur tertiaire, nouvelle division internationale du travail... La massification scolaire comme la culture de masse, associées à ces mutations, auraient permis la constitution d'une grande classe moyenne aux ressources économiques et culturelles similaires. Dans ce contexte de « fin des idéologies » (Bell, 1997), la classe pour soi ne résiste pas plus que la classe en soi. Tous ces arguments ont été rassemblés pour la première fois par Robert Nisbet dans un article célèbre (Nisbet, 1959), et souvent repris (Clark & Lipset, 1991) ; on a alors pu parler de « moyennisation » de la société (Mendras, 1994) ou de « mort des classes » (Pakulski & Waters, 1996). Les sciences sociales, sortant du paradigme de la stratification sociale, élaborent alors d'autres théories pour faire sens de l'âge nouveau dans lequel le monde social serait engagé. Les critiques du concept de classe sociale et de sa domination dans les travaux sur les inégalités mettent en avant le poids d'autres facteurs (genre, appartenance ethnique, etc.). D'autres se concentrent sur la description de ce qui serait une nouvelle modernité, caractérisée par la réflexivité (Giddens, 2000), le risque (Beck, 2001), etc. Ces évolutions se traduisent concrètement par le déclin des outils méthodologiques permettant de penser les classes sociales, à l'image, en France, des catégories socioprofessionnelles de l'INSEE, de moins en moins mobilisées par les statisticiens de cet établissement (Pierru & Spire, 2008).
- 19 Est-ce à dire que le concept comme le phénomène de classe sociale sont morts ? Rien n'est moins sûr. De nombreux travaux, en effet, pointent la persistance, voire l'accroissement, des inégalités économiques. Les écarts de revenus salariés, certes atténués par la croissance des Trente Glorieuses, se creusent à nouveau, les « working rich », l'élite des salariés, ayant remplacé les rentiers en haut de la pyramide des revenus (Godechot, 2007 ; Piketty & Saez, 2003). Par ailleurs, ces écarts de salaires sont d'autant plus clivants que la fin de la période de haute croissance réduit les espoirs de rattrapage à court terme du pouvoir d'achat des classes supérieures par les classes populaires (Chauvel, 2001). Ils sont redoublés d'inégalités de patrimoine conséquentes, et en croissance. Des travaux récents soulignent d'ailleurs la « peur du déclassement » qui, au sein des classes moyennes en particulier, témoigne d'une conscience au moins diffuse de sa position sociale et des positions inférieures (Chauvel, 2006 ; Maurin, 2009 ; Peugny, 2009). Dans la sphère intime, l'homogamie reste la règle plutôt que l'exception (Forsé & Chauvel, 1995 ; Vanderschelden, 2006) ; à ce propos, on lira ici un texte d'Andreas Schmitz qui montre comment les sites de rencontres en ligne, donnant à observer des couples en formation plutôt que les couples déjà constitués, et souvent mariés – ces derniers étant l'objet d'étude traditionnel des enquêtes sur la formation du couple –, renforcent et précisent ce constat.



- 20 Les mutations du système productif font également l'objet de débats passionnés : quand des chercheurs semblent repérer l'apparition de nouvelles classes sociales au cœur même des processus de précarisation du marché du travail (Amossé & Chardon, 2006), d'autres proposent de définir aujourd'hui un capitalisme informationnel ou cognitif, suite à la taylorisation de certaines des activités de services, et donc de réfléchir aux formes nouvelles de stratification au sein des rapports de production (Vercellone, 2003). D'ailleurs, le secteur des nouvelles technologies est un acteur de ces transformations, les pratiques de *crowdsourcing*, par exemple, conduisant des consommateurs à produire en partie les biens et les services qu'ils achètent, ce qui bouscule encore les frontières du travail et introduit de nouvelles inégalités économiques (Dujarier, 2008).
- 21 Enfin, si les institutions qui ont longtemps incarné les classes sociales et leurs luttes (syndicats, partis communistes, etc.) sont en déclin (Dubet, Touraine & Wieviorka, 1984), les comportements politiques restent fortement clivés, l'abstention ayant par exemple remplacé le parti communiste comme premier choix électoral des ouvriers en France, par exemple (Collovald, 2004). Or, la fin des classes sociales a trop souvent été déduite de ce délitement des « consciences de classes ». Pourtant, les travaux classiques invitent à ne pas confondre la communauté d'intérêt et de mode de vie avec le sentiment d'appartenance (Amossé & Chardon, 2006). Ainsi, on ne saurait déduire de la fin du « discours de classe » l'avènement d'une « société sans classe » (Dubar, 2003), ni de la fin de la conscience de classe, la fin de la lutte (Bouffartigue, 2004). Les travaux des Pinçon-Charlot ont ainsi montré l'existence d'une classe en soi dans la grande bourgeoisie, constituée par une sous-culture spécifique, des réseaux sociaux, des lieux de rencontre, etc., et pour soi, c'est-à-dire consciente de ses intérêts (Pinçon & Pinçon-Charlot, 2007). La cohésion de cette classe est renforcée plutôt que menacée par la mondialisation, dans la mesure où son internationalisation a toujours été importante (Wagner, 2003).
- 22 En somme, le modèle des classes sociales ne semble pas entièrement dépassé. La position sociale des individus continue à orienter leurs choix comme leurs représentations, et si les classes ne sont plus théorisées dans le schéma marxiste qui prévalait jusque dans les Trente Glorieuses, les acteurs n'en ont pas moins une idée, plus ou moins précise, des frontières qui séparent les groupes sociaux. L'article de Matthieu Mazzega met ainsi en lumière la mobilisation des catégories sociales, souvent vaguement définies (« le populaire » et « l'élite »), et parfois associées à des figures sociales stéréotypiques (le « beauf » et le « bobo »), dans les argumentations ordinaires mobilisées autour du racisme. Pour résumer, l'usage commun du concept de classe est bien vivace, même si, à lire les commentateurs qu'étudie l'auteur, tout le monde appartient à une classe, sauf l'énonciateur. Quoiqu'il en soit, la classe reste prégnante dans les représentations ordinaires du monde, John Levi Martin montrant par exemple, à partir d'un tout autre terrain, que les personnages animaux des livres pour enfants sont repérés par leurs positions dans une société stratifiée (2000). Ainsi, l'intérêt de l'approche par les classes sociales dépasse de beaucoup la simple compréhension des rapports conflictuels entre des groupes constitués aux intérêts économiques et politiques divergents. La force du concept, au contraire, est d'insister sur les liens qui unissent la position sociale, les représentations du monde, et les pratiques dans de nombreux domaines. La classe est affaire de styles de vie autant que de luttes d'intérêts

(Halbwachs, 1970 ; Hoggart, 1970 ; Schwartz, 2009) – et c’est dans cette perspective que nous avons conçu ce numéro.

## Des classes sociales 2.0 ?

- 23 Pour autant, l’explication par la classe sociale ne peut plus prétendre à la position qu’elle occupait dans les sciences sociales marxistes. Les termes de l’analyse par la classe sociale ne sont plus les mêmes. La réalité historique et empirique a changé ; les classes elles-mêmes ont muté. Si l’on pouvait, il y a cinquante ans, établir une quasi équivalence entre classe populaire et classe ouvrière, ce n’est plus le cas aujourd’hui. La part des ouvriers s’est considérablement réduite au sein de la population active, alors que la tertiarisation de l’économie a développé les métiers d’exécution en dehors de l’usine. Le chômage et la précarité obligent ainsi à redéfinir les classes populaires (Amossé & Chardon, 2006 ; Chauvel, 2001), qui, pour être désormais qualifiées au pluriel, n’en partagent pas moins, toujours des conditions d’existences communes (Schwartz, 2011).
- 24 Les inégalités sociales sont traversées par d’autres lignes de faille, et il faut, pour les appréhender avec précision, croiser les dimensions. L’étude des inégalités d’accès et d’usage d’Internet, comme celle des pratiques culturelles en général, mettent ainsi en avant le rôle simultané du genre, de l’âge et de la génération. La différenciation genrée des pratiques culturelles commence très tôt, dès l’enfance, et produit des effets considérables tout au long de la vie. La culture des enfants et des adolescents se différencie largement de celle des adultes, les générations en leur sein faisant même preuve de rapports divers à la culture (Octobre *et al.*, 2010), avec des oppositions entre filles et garçons mouvantes mais toujours marquées, également lorsque vient l’âge du lycée (Pasquier, 2005). Surtout, au-delà des seules pratiques culturelles et à l’arrivée à l’âge adulte, ces inégalités ont des effets sur le partage de la richesse (Chauvel, 2010), tout comme les inégalités de genre ressurgissent dans tous les domaines de la vie sociale, du travail aux tâches domestiques (Laufer, Marry & Maruani, 2001). Or, ces différences sont exacerbées dans le cas des pratiques numériques, où loin d’offrir à tous les mêmes opportunités ou d’abolir les identités sociales grâce aux pseudonymes, Internet donne de nouvelles occasions au chercheur de mettre en évidence ces clivages enchevêtrés.
- 25 Le défi qui se présente alors aux sciences sociales est de penser ensemble les différents facteurs de stratification sociale. Il s’agit d’être attentif à la « différence dans la différence » (Passeron & Singly, 1984). C’est ce que s’efforcent de faire, par exemple, les travaux portant sur les pratiques numériques des adolescents, catégorie au sein de laquelle les différences liées à la génération, à l’âge, au genre et à la classe sont finement entremêlées (Helsper & Eynon, 2010 ; Octobre *et al.*, 2010), comme en témoignent les contributions de Mercklé et Octobre ou de Gire et Granjon dans ce numéro. Si cette population attire tant l’intérêt des chercheurs (cf. également l’article de Laura Robinson), c’est aussi parce que les mécanismes par lesquels agissent ces facteurs s’y font plus visibles.
- 26 En définitive, l’entrée par Internet et les pratiques culturelles numériques offre aux analyses de la classe sociale l’opportunité de se renouveler. S’il ne faut pas tomber dans le fétichisme de la donnée, force est de constater que la collecte d’échantillons considérables est facilitée par les techniques numériques, et par la diffusion, désormais

courante, d'informations personnelles sur Internet, malgré les problèmes éthiques et juridiques que cela peut poser. Andreas Schmitz montre ainsi dans son article comment les sites de rencontres donnent des outils pour compléter l'analyse bourdieusienne du marché matrimonial. Ils permettent en effet d'examiner le marché non pas seulement dans ses effets (l'homogamie ou l'hétérogamie), mais aussi dans ses processus : la sélectivité des interactions entre acteurs. Margot Beauchamp montre de manière similaire comment l'étude d'Internet peut renouveler l'analyse géographique des inégalités d'accès aux ressources rares, et illustre par sa méthode l'importance du croisement du « *online* » et du « *offline* », sans d'ailleurs donner un privilège *a priori* à l'un ou à l'autre, afin de cerner l'état actuel des phénomènes étudiés (Orgad, 2009). En ce domaine, les efforts de Laura Robinson pour contextualiser les pratiques de recherche d'informations en ligne sont également exemplaires.

- 27 *In fine*, Internet invite moins à la spéculation théorique qu'à la mise à l'épreuve, et à l'exploration, empirique, à partir d'un postulat simple : il n'y a nulle raison pour que ce qui s'y passe soit radicalement neuf, pas plus que tout à fait connu. Il ne s'agit ni de la première, ni de la dernière « révolution » technique ; et comme tous ces événements, elle porte des forces contradictoires, et ne détermine pas l'usage qui en est fait. L'invitation au travail empirique, qui, si l'on en croit Jean-Claude Passeron, ne peut pas être mauvaise (Grignon & Passeron, 1989 ; Passeron, 2006), peut se révéler féconde lorsque l'on trouve, dans les données disponibles, ou dans les nouvelles pratiques, l'occasion de revenir sur des problèmes anciens des sciences sociales. Il ne s'agit cependant pas, là encore, de voir dans l'objet numérique le graal méthodologique ; toutes les controverses scientifiques ne se résoudront pas à coups de *big data*. Au contraire, le travail empirique doit être prudent, comparatif, réflexif : revenir sans cesse sur ses méthodes et son raisonnement. Ces précautions ne sont pas neuves, mais s'appliquent d'autant plus fortement ici. La tentation méthodologique du tout-Internet, qu'elle soit statistique, ethnographique ou autre, ne saurait ignorer qu'il ne s'agit là que d'une sphère parmi d'autres de la vie sociale contemporaine, qui ne peut être considérée comme autonome. C'est la piste que ce numéro, et la revue qu'il inaugure, se proposent très modestement de suivre.

## Présentation des articles

- 28 Les articles de ce numéro se sont efforcés de prendre en considération ces enjeux théoriques et méthodologiques. Ils s'inscrivent dans des traditions de recherche au long cours, mettent en œuvre des méthodes éprouvées, et tirent parti des singularités du média qu'ils analysent. Surtout, ils investissent les multiples dimensions de la classe sociale, cherchant toujours à lier les dimensions économiques et symboliques du concept.
- 29 Pierre Mercklé et Sylvie Octobre mobilisent de cette manière les données d'une grande enquête longitudinale sur les pratiques culturelles des enfants, dont ils ont, avec Christine Détrez et Nathalie Berthomier, signé le rapport final (Octobre *et al.*, 2010). Ils montrent la place des pratiques numériques au sein de cette population, en évoquant d'abord les spécificités générationnelles, qui font des adolescents d'aujourd'hui des individus plus connectés que le reste de la population, analysent les évolutions biographiques du rapport aux techniques de l'information, et mettent en lumière les inégalités liées à la classe et au genre dans ces pratiques.

- 30 L'article de Fabienne Gire et Fabien Granjon s'inscrit dans la même lignée, mais analyse une population plus large, celle des 15-34 ans, en retraitant les données de l'enquête sur les *Pratiques culturelles des français* (Donnat, 2009). Les auteurs insistent sur la différenciation des « cultures de l'écran », et montrent l'importance des oppositions entre techniques, notamment entre télévision et ordinateur, dans les pratiques culturelles contemporaines.
- 31 Laura Robinson complète ce panorama des inégalités sociales de rapport au numérique au sein des générations ayant grandi avec ces techniques. Elle étudie une population lycéenne d'élèves désireux d'aller à l'université, et montre combien leurs usages scolaires d'Internet sont dépendants des ressources matérielles et culturelles familiales. Il apparaît que les enfants de classes populaires ont à la fois moins accès à Internet, et surtout moins de moyens pour chercher l'information pertinente, et pour la vérifier, ce qui renforce les inégalités.
- 32 Matthieu Mazzega adopte un point de vue très différent sur la classe sociale. Il étudie non pas la pertinence du concept mais la mobilisation ordinaire d'une telle catégorisation dans les discours courants. Il analyse pour cela un débat particulier, autour de l'antiracisme, tel qu'il se déroule dans les espaces de commentaires de journaux en ligne. On y voit des marqueurs linguistiques de classe (le « populaire », l'« élite », etc.) tracer des frontières symboliques entre des groupes sociaux.
- 33 Margot Beauchamps offre quant à elle un regard de géographe sur les inégalités en matière de pratiques numériques, et se concentre donc sur leur dimension spatiale. En s'appuyant sur un travail de terrain conduit dans deux quartiers populaires, l'un central et l'autre périphérique, de l'agglomération de Saint-Etienne, elle montre comment Internet prend place parmi les différents modes d'accès aux ressources sociales, et en particulier à l'emploi, des habitants. Si la technique est susceptible, en théorie, d'atténuer les handicaps provoqués par l'enclavement spatial de certains habitants, en favorisant la communication avec les administrations, les employeurs, etc., en pratique, l'accès et les usages du numérique tendent, au mieux, à laisser inchangées les inégalités sociales existantes, et au pire à s'y superposer, mais jamais à les compenser.
- 34 Andreas Schmitz, enfin, revient dans la rubrique « Actualité des classiques » sur les apports de Pierre Bourdieu à l'étude de la formation du couple et à la pensée de l'homogamie. Il souligne les faiblesses théoriques et empiriques de l'approche habituelle, et en particulier sa focalisation sur les couples constitués plutôt que sur les modes de mise en couple. Ce dernier objet, cependant, a longtemps été particulièrement difficile d'accès : les sites de rencontres sur Internet offrent désormais une entrée empirique riche, où le statisticien peut voir l'homogamie gagner peu à peu du terrain à mesure que l'interaction entre deux partenaires potentiels se prolonge.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSÉ Thomas & CHARDON Olivier (2006). « Les travailleurs non-qualifiés , une nouvelle classe sociale ? », *Économie et statistique*, 393-394, pp. 203-228.
- ATTEWELL Paul (2001). « The first and second digital divide », *Sociology of education*, 74 (3), pp. 252-260.
- BECK Ulrich (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Editions Aubier.
- BELL Daniel (1973). *The Coming of Post-Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books.
- BELL Daniel (1997). *La fin de l'idéologie*. Paris, Presses Universitaires de France.
- BENCHENNA Abdelfettah (2006). « Réduire la fracture Nord-Sud, une croyance récurrente des organisations internationales », *Terminal*, 95-96, pp. 33-46.
- BIRH Alain & PFEFFERKORN Roland (2008). *Le système des inégalités*, Paris, La Découverte.
- BOUFFARTIGUE Paul (2004). « Introduction » in *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Découverte.
- BOURDIEU Pierre (1974). « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue Française de Sociologie*, 15 (1), pp. 3-42.
- BOURDIEU Pierre (1979). *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre (1984). « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 52 (1), p. 3-14.
- CHAUVEL Louis (2001). « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE* 79, 315-359.
- CHAUVEL Louis (2006). *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil.
- CHAUVEL Louis (2010). *Le destin des générations*, Paris, Presses Universitaires de France.
- CLARK Terry Nichols & LIPSET Seymour Martin (1991). « Are Social Classes Dying? », *International Sociology* 6, pp. 397-410.
- COLLOVALD Annie (2004). *Le 'populisme du FN'. Un dangereux contresens*, Paris, Croquant.
- COULANGEON Philippe (2009). « Les métamorphoses de la légitimité. Classes sociales et goût musical en France, 1973-2008 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 181-182, pp. 88-105.
- DONNAT Olivier (2009). *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte.
- DUBAR Claude (2003). « Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? », *Lien social et politique*, 49, pp. 35-44.
- DUBET François, TOURAINE Alain & WIEVIORKA Michel (1984). *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.
- DUJARIER Anne-Marie (2008). *Le travail du consommateur. De McDo à eBay, comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Paris, La Découverte.
- FLICHY Patrice (2001). *Imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.

- FLICHY Patrice (2010). *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil.
- FORSÉ Michel & CHAUVEL Louis (1995). « L'évolution de l'homogamie en France, Une méthode pour comparer les diagonalités de plusieurs tables », *Revue française de sociologie*, 36 (1), pp. 123-142.
- GIDDENS Anthony (2000). *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GLEVAREC Hervé & PINET Michel (2009). « La "tablature" des goûts musicaux. Un modèle de structuration des préférences et des jugements », *Revue française de sociologie*, 50 (3), pp. 599-640.
- GODECHOT Olivier (2007). *Working rich. Salaires, bonus et appropriation du profit dans l'industrie financière*, Paris, La Découverte.
- GOLLAC Michel & KRAMARZ Francis (2000). « L'informatique comme pratique et comme croyance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 134, pp. 4-21.
- GOMBAULT Vincent (2011). « Deux ménages sur trois disposent d'Internet chez eux », *Insee Première* 1340.
- GRANJON Fabien (2004). « Les sociologies de la fracture numérique. Premiers jalons critiques pour une revue de la littérature », *Questions de communication*, 7, pp. 217-232.
- GRANJON Fabien (2009). « Inégalités numériques et reconnaissance sociale. Des usages populaires de l'informatique connectée », *Les cahiers du numérique*, 5 (1), pp. 19-44.
- GRANJON Fabien (2012). *Reconnaissance et usages d'Internet. Une sociologie critique des pratiques de l'information connectée*. Paris, Presses des Mines.
- GRANJON Fabien, LELONG Benoît & METZGER Jean-Luc (dir.) (2009). *Inégalités numériques, clivages sociaux et modes d'appropriation des TIC*, Paris, Hermès/Lavoisier.
- GRIGNON Claude & PASSERON Jean-Claude (1989). *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard, Seuil.
- HABERMAS Jürgen (1988). *L'espace public*, Paris, Payot.
- HALBWACHS Maurice (1970). *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, Paris, Gordon & Breach.
- HARGITTAI Eszter (2002). « Second-Level Digital Divide. Differences in People's Online Skills », *First Monday*, 7 (4).
- HARGITTAI Eszter (2008). « Whose Space? Differences Among Users and Non-Users of Social Network Sites », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 13 (1).
- HELSPER Ellen Johanna & EYNON Rebecca (2010). « Digital natives, Where is the evidence? », *Educational Research Journal*, 36 (3), pp. 503-520.
- HOGGART Richard (1970). *La culture du pauvre. Essai sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.
- INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION (2012). « Core Indicators on Access to and Use of ICT by Households and Individuals, Latest Available Data » in *ITU World Telecommunication/ICT Indicators Database*, <http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/material/excel/CoreIndicators.xls> (consulté le 28 nov. 2012).
- JENKINS Henry (2006). *Convergence Culture. When Old and New Media Collide*, New York, New York University Press.
- JOUËT Josiane (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, 18 (100), pp. 487-521.

- JOUËT Josiane (2011). « Des usages de la télématique aux Internet Studies », in Granjon Fabien & Denouël Julie (dir.) *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages*, Paris, Presses des Mines.
- KELLNER Catherine, MASSOU Luc & MORELLI Pierre (2010). « Des usages limités des TIC chez les professionnels de l'éducation et du conseil dans le social », *Questions de communication*, 18, pp. 89-112.
- LAHIRE Bernard (2004). *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte.
- LAHIRE Bernard (2005). « Distinctions culturelles et lutte de soi contre soi , "détester la part populaire de soi" », *Hermès*, 42, pp. 137-143.
- LAUFER Jacqueline, MARRY Catherine & MARUANI Margaret (2001). *Masculin-Féminin , questions pour les sciences de l'homme*, Paris, Presses Universitaires de France.
- LEADBEATER Charles & MILLER Paul (2004). *The Pro-Am Revolution*, Londres, Demos.
- LENOIR Remi (2004). « Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu », *Sociétés & Représentations*, 17 (1), pp. 385-396.
- MALECKI Edward J. & WEI Hu (2009). « A Wired World, The Evolving Geography of Submarine Cables and the Shift to Asia », *Annals of the Association of American Geographers*, 99 (2), pp. 360-382.
- MARESCA Bruno, PICARD Romain & PILORIN Thomas (2011). « Dépenses culture-médias des ménages en France au milieu des années 2000 , une transformation structurelle », *Culture études*, 3.
- MARTIN John Levi (2000). « What do animals do all day? The division of labor, class bodies, and totemic thinking in the popular imagination », *Poetics*, 27 (2-3), pp. 195-231.
- MARX Karl (1848). « Le manifeste communiste » in *Oeuvres. I. Economie*, Paris, Gallimard.
- MAURIN Eric (2009). *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil.
- MENDRAS Henri (1994). *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard.
- MERCKLÉ Pierre (2012). « Who is Responsible for the Disappearance of Social Classes », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 116, pp. 67-75.
- NISBET Robert (1959). « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, 2 (1), pp. 11-17.
- OCTOBRE Sylvie, DÉTREZ Christine, BERTHOMIER Nathalie & MERCKLÉ Pierre (2010). *L'Enfance des loisirs. Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence*. Paris, La Documentation française.
- ORGAD Shani (2009). « How Can Researchers Make Sense of the Issues Involved in Collecting and Interpreting Online and Offline Data? » in Markham A. N. & Baym N. K. (dir.), *Internet Inquiry. Conversations about Methods*, Thousand Oaks, Sage.
- PAKULSKI Jan & WATERS Malcolm (1996). *The Death of Class*, Londres, Sage.
- PASSERON Jean-Claude (2006). *Le raisonnement sociologique, Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel.
- PASSERON Jean-Claude & DE SINGLY François (1984). « Différence dans la différence. Socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de sciences politiques*, 34 (1), pp. 48-78.

- PETERSON Richard A. & KERN Roger M. (1996). « Changing Highbrow Taste, From Snob to Omnivore », *American Sociological Review*, 61 (5), 900-907.
- PEUGNY Camille (2009). *Le déclassé*, Paris, Grasset.
- PIERRU Emmanuel & SPIRE Alexis (2008). « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, 58 (3), pp. 457-481.
- PIKETTY Thomas (2001). *Les hauts revenus en France au XXe siècle, inégalités et redistribution, 1901-1998*, Paris, Grasset.
- PIKETTY Thomas & SAEZ Emmanuel (2003). « Income inequality in the United States, 1913-1998 », *Quarterly Journal of Economics*, 118, pp. 1-39.
- PINÇON Michel & PINÇON-CHARLOT Monique (2007). *Les ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil.
- PINÇON Michel & PINÇON-CHARLOT Monique (2007). *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte.
- RALLET Alain (2004). « Présentation. La fracture numérique », *Réseaux*, 127, pp. 9-15.
- SCHWARTZ Olivier (2009). *Le monde privé des ouvriers*. Paris, Presses Universitaires de France.
- SCHWARTZ Olivier (2011). « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html> (consulté le 28 nov. 2012).
- TOURAINÉ Alain (1969). *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Denoël.
- VANDERSCHULDEN Mélanie (2006). « Homogamie socioprofessionnelle et ressemblance en termes de niveau d'étude, constat et évolution au fil des cohortes d'unions », *Economie et statistiques*, 398-399, pp. 33-52.
- VERCELLONE Carlo (dir.) (2003). *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute.
- WAGNER Anne-Catherine (2003). « La bourgeoisie face à la mondialisation », *Mouvements*, 26, pp. 33-39.

## NOTES

1. L'auteur tient à remercier particulièrement Sébastien François pour son aide, ainsi que Marie Bergstrom, Yana Breindl, Baptiste Brossard, David Gerber et Julie Sedel pour leurs commentaires sur des versions antérieures de ce texte.
2. Cf. par exemple Milad Doueiri, « La nouvelle fracture numérique », *Le Monde*, 6 décembre 2010.
3. Cf. par exemple Matt Rittel, « Wasting Time Is New Divide in Digital Era », *New York Times*, 29 mai 2012, <http://www.nytimes.com/2012/05/30/us/new-digital-divide-seen-in-wasting-time-online.html> (consulté le 3 décembre 2012).



---

## RÉSUMÉS

Les articles rassemblés dans ce premier numéro de la revue *RESET* ont pour ambition de revenir sur l'actualité du concept de classe sociale à l'heure de la communication numérique. Alors que le développement des techniques d'information et de communication semble un terrain propice aux discours sur la « fin des classes », comme en témoignent leur succès important dans les médias mais aussi certains travaux sociologiques contemporains, cette introduction revient sur les différents niveaux d'analyse au sein desquels s'inscrit la problématique des classes sociales (en l'occurrence, les inégalités numériques, les pratiques culturelles, et les modes de vie), pour proposer un bilan du débat. La dissociation de la classe réelle et de la classe « sur le papier », la sensibilité aux communautés de modes de vie plutôt qu'aux seules « inégalités objectives » et « consciences de classes », et la fécondité méthodologique de ces perspectives suggèrent ainsi que le concept de classe garde toute sa pertinence pour les sciences sociales et contribue encore à l'approfondissement de la réflexion sur la stratification sociale.

The papers gathered in this first issue of *RESET* aim at reassessing the actuality of the concept of "social class", in an era of computer-mediated communication. The discourse on "the death of social class" seems to have been fueled by the development of information and communication technologies. It has been strongly advocated in the media as well as among some sociological researches. However, this claim often ignores the various levels of analysis where the concept works, from digital inequalities to lifestyles. This introduction presents salient features of the concept of social class, such as the separation between objective and subjective class, the stress on living standards, and the methodological implications of social class to show that it still relevant in contemporary perspectives on social stratification.

## INDEX

**Mots-clés :** classes sociales, Internet, pratiques culturelles, stratification, modes de vie

**Keywords :** cultural practices, Internet, lifestyles, social classes, social stratification

## AUTEUR

**SAMUEL COAVOUX**

École Normale Supérieure de Lyon, Centre Max Weber